



L'ISLAMISME DANS LES BALKANS : POIDS ET REALITE

Mémoire de géopolitique

du Commandant Jean LONGOBARDI

dans le cadre du séminaire “Géopolitique et religions”

Directeur : Aymeric CHAUPRADE

Avril 2002

L'ISLAMISME DANS LES BALKANS :

POIDS ET REALITE

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE :

L'ISLAM BALKANIQUE DES ORIGINES A LA FIN DU COMMUNISME

DEUXIEME PARTIE :

VERS UN NOUVEL ISLAM BALKANIQUE A L'ERE POST-COMMUNISTE

TROISIEME PARTIE :

ETUDE DE L'ISLAM BALKANIQUE PAYS PAR PAYS

INTRODUCTION

L'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est a élargi les horizons des Européens de l'Ouest leur faisant découvrir l'existence de communautés musulmanes implantées en Europe depuis des siècles. De cette découverte, d'un islam qui n'est pas seulement la religion de nouveaux venus en Europe, mais bien la religion d'Européens de souche, est née la préoccupation de son évolution dans une péninsule balkanique en crise.

A leur grand étonnement, les Etats européens ont constaté que la vaste majorité de ces musulmans se tournait plus volontiers vers leurs coreligionnaires du monde islamique que vers leurs frères chrétiens d'Europe. Dans ces conditions, il est alors naturel de s'interroger sur l'avenir de l'islamisme dans les Balkans.

Si dans un premier temps on constate que dans les Balkans, le soutien du monde musulman a moins modifié les rapports de forces entre musulmans et non-musulmans que les configurations internes à chaque communauté musulmane, il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui la plupart de ces communautés sont à un carrefour de leur évolution politico-culturelle. Elles sont, en effet, tiraillées entre une volonté d'intégrer l'Europe et la tentation de céder au chant des sirènes de l'aide financière des pays musulmans pratiquant et exigeant en retour un islam plus dur. On constate donc l'émergence de courants islamistes. Mais leur poids réel n'est pas garanti dans l'avenir et dépendra dans la plupart des cas de l'attitude des Etats de l'Europe de l'Ouest vis à vis de ces nouveaux pays.

Afin de comprendre ce poids et les réalités du courant islamiste dans les Balkans, nous commenceront par présenter les grands traits historiques de l'implantation de l'islam dans cette péninsule avant d'en étudier les évolutions à l'ère post-communiste. Enfin, chaque pays des Balkans ayant une communauté musulmane de composition et d'aspiration distincte, il conviendra de parcourir ces tendances pays par pays.

PREMIERE PARTIE :

L'ISLAM BALKANIQUE DES ORIGINES A LA FIN DU COMMUNISME

1 L'Islam dans les Balkans

1.1 Données démographiques

1.1.1 La répartition géographique

Dans les Balkans, ou plus largement dans le Sud-Est européen, les musulmans, qu'ils soient croyants ou non et pratiquants ou non, représentent au début des années 1990 un peu plus de huit millions de personnes, réparties entre sept Etats, anciens ou nouvellement créés : Grèce, Albanie, Macédoine, Bulgarie, Bosnie-Herzégovine, République fédérale de Yougoslavie et Roumanie.

La répartition par pays est donnée dans le tableau ci-dessous pour le début des années 1990¹ :

	Nombre (estimation)	Pourcentage (estimation)
Grèce	120 000	1,5 %
Albanie *	2 300 000	70,0 %
Macédoine	700 000	33,0 %
Bulgarie	1 100 000	12,5 %
Bosnie-Herzégovine	2 020 000	46,0 %
Rép. Féd. De Yougoslavie	2 040 000	20,0 %
Roumanie	50 000	0,2 %
Total	8 330 000	13,5 %

* *En l'absence de données officielles récentes sur les appartenances confessionnelles en Albanie, le nombre de musulmans dans ce pays est calculé en projetant sur la population*

¹ BOUGAREL Xavier et CLAYER Nathalie (dir.), *Le Nouvel Islam balkanique : Les musulmans, acteurs de post-communisme 1999-2000*, Paris ; Edition Maisonneuve & Larose, 2001

albanaise actuelle le pourcentage de musulmans (70%) relevé lors du recensement de 1942.

Ces chiffres ne sont cependant que des estimations, car, d'une part les recensements officiels de population effectués dans les dernières décennies ne tiennent qu'exceptionnellement compte de l'appartenance confessionnelle, et d'autre part des évolutions démographiques rapides et souvent brutales se sont produites dans la période récente, à la suite des bouleversements politiques et sociaux.

Quoi qu'il en soit, les musulmans ne constituent qu'une part globalement minoritaire de la population balkanique qui est majoritairement orthodoxe. Cependant, ils peuvent sur le plan régional, voire national, constituer des groupes compacts. C'est ainsi le cas en Thrace occidentale (Grèce), en Dobroudja (Roumanie) et dans le Deliorman (Bulgarie de Nord-Est). Ils sont par ailleurs majoritaires dans les régions de Rhodope orientale (Bulgarie), en Macédoine occidentale, au Kosovo, dans le Sandjak (République fédérale de Yougoslavie) et au plan national dans deux Etats : la Bosnie-Herzégovine (une majorité relative) et l'Albanie (majorité absolue).

On notera d'autre part que la présence musulmane dans ces pays est dominée par une dispersion géographique marquée, de sorte qu'il n'existe pas à proprement parler de continuum, et donc de « transversale verte » entre tous les groupes. (Voir carte annexe I)

1.1.2 La diversité ethno-linguistique

Les populations musulmanes balkaniques présentent une grande diversité sur le plan ethno-linguistique. Elles appartiennent à quatre principaux groupes :

- les **albanophones** (entre quatre millions et quatre millions et demi de personnes), vivant principalement en Albanie, au Kosovo, en Macédoine et au Monténégro ;
- les **slavophones** (environ deux millions et demi de personnes) qui se subdivisent en locuteurs du serbo-croates (Musulmans de Bosnie-Herzégovine, du Sandjak, du Kosovo et de Macédoine), du macédonien (Goranis du Kosovo et d'Albanie, Torbèche de Macédoine) et du Bulgare (Pomaques de Bulgarie et de Grèce) ;
- les **turcophones** (un peu plus d'un million), que l'on trouve en Thrace occidentale, en Bulgarie, en Macédoine (surtout dans la partie orientale et dans certaines villes de

Macédoine occidentale), au Kosovo (dans les villes et dans les villages du sud de la région) et en Roumanie (Dobroudja) ;

- les **Tsiganes** (parlant le rom et d'autres langues vernaculaires), présents un peu partout sauf en Roumanie, où vivent de nombreux Tsiganes, mais de religion chrétienne.

1.1.3 La diversité religieuse

Sur le plan religieux également les musulmans des Balkans ne forment pas un ensemble homogène. Au-delà du degré de religiosité qui peut être extrêmement variable, il existe aussi des différences notables entre une majorité sunnite (de rite hanéfite) et des groupes *alévis-kisilbas* (en Thrace grecque et en Bulgarie) ou Bektachis (en Albanie méridionale et centrale, dans quelques régions de Macédoine occidentale et dans celle de Djakovica au Kosovo).

Cette « mosaïque » musulmane dans les Balkans est l'héritage de la longue domination ottomane sur ces régions et des développements socio-politiques qui ont suivi aux XIX^e et XX^e siècles le démembrement de l'Empire ottoman.

1.2 Données historiques

1.2.1 L'administration ottomane des Balkans

La formation des communautés musulmanes dans les Balkans est issue comme nous venons de le dire de la conquête de la Péninsule et de la mise en place de l'administration ottomane entre le XIV^e et le XVI^e siècle. Celles-ci se sont constituées de deux façons : par l'installation par les autorités ottomanes de populations musulmanes anatoliennes turcophones et par la conversion à l'islam de populations locales.

Tandis que les transferts de population de l'Anatolie vers les Balkans ont été opérés dans les premiers siècles de la présence ottomane, le processus d'islamisation des populations autochtones s'est effectué sur une plus longue durée avec une intensité variable selon les régions et les époques mais qui n'a jamais cessé jusqu'à la fin de la domination ottomane.

Ainsi, la carte ethnico-confessionnelle des Balkans n'a cessé d'être modifiée au cours des siècles de cette domination soit par immigration, soit par conversion, soit encore du fait des variations démographiques ou des migrations internes suite au recul des Ottomans à partir du XVII^e siècle, mais surtout du XIX^e siècle. En effet, des flots de réfugiés quittant les

possessions perdues vinrent s'installer sur les terres restées ottomanes et y grossirent la proportion de musulmans.

Sur le plan social, on notera que les populations musulmanes ont joui jusqu'au début du XIX^e siècle d'un statut supérieur à celui des chrétiens et des juifs, considérés comme *dhimmi* (sujets protégés). Par exemple, la possibilité de faire une carrière au sein de l'appareil de l'État était presque exclusivement réservée aux musulmans, y compris aux anciens chrétiens passés à l'islam. Cela favorisa naturellement les conversions.

1.2.2 L'affaiblissement progressif de l'Empire ottoman

Au début du XIX^e siècle, la pression grandissante des puissances chrétiennes (Russie, Autriche, France, Angleterre) contribua à l'abandon du système classique ottoman et engendra des réformes qui réduisirent les autonomies régionales et cristallisèrent les nationalismes. Cette cristallisation s'est faite contre le « joug ottoman », contre le turc mais de façon plus générale contre le musulman. En effet, malgré la déclaration du principe d'égalité des sujets du Sultan, quelle que soit leur religion, et les efforts fait pour développer un patriotisme ottoman dans la société, l'« institutionnalisation » des *millets*² non musulmans conduisit à une structuration plus poussée des communautés chrétiennes autour de la hiérarchie religieuse orthodoxe et de réseaux d'écoles. Ces structures finirent par devenir nationales et l'altérité entre non-musulmans et musulmans en fut renforcée.

Cependant, à partir de 1878 des évolutions majeures eurent lieu. Le congrès de Berlin scellaient les indépendances de la Serbie, du Monténégro, de la Roumanie et de la Bulgarie. De son côté, la Bosnie-Herzégovine fut intégrée, sous la forme d'une occupation, à l'ordre impérial austro-hongrois. D'autre part, dans les régions qui restèrent ottomanes (Kosovo, Albanie, Macédoine, Thrace) la centralisation et la modernisation de l'Empire se firent plus concrètes, notamment à travers la formation de nouvelles élites musulmanes, parmi lesquelles finirent par se manifester les premiers signes de nationalisme, d'abord culturel puis politique.

Sur les territoires qui échappaient à la souveraineté ottomane, des groupes compacts de musulmans se maintinrent grâce aux clauses des traités internationaux et à un changement de politique des nouveaux Etats. Pourtant pour un nombre non négligeable de musulmans de ces régions, la fin de la domination ottomane resta synonyme d'émigration. Incapable de

² communautés confessionnelles autonomes

s'identifier idéologiquement à des Etats chrétiens, victime de la redistribution des terres ou de vexations diverses ils refluèrent massivement vers l'Empire ottoman. A la suite des guerres balkaniques de 1912-1913 le même phénomène se produisit pour les musulmans du Kosovo, de Macédoine, de Thrace et dans une moindre mesure d'Albanie, dont les territoires furent intégrés aux pays balkaniques existants (Grèce, Bulgarie, Monténégro, Serbie) ainsi qu'à la principauté d'Albanie reconnue à cette époque.

De façon générale, jusqu'à la Seconde guerre mondiale, peu d'efforts furent entrepris pour intégrer les populations musulmanes sur le plan économique, social et politique. Ces populations restèrent souvent repliées sur elles-mêmes. Ainsi marginalisés, les musulmans d'origine locale se retrouvaient citoyens de second rang.

Avec le temps, de nouvelles élites firent néanmoins leur apparition. Elles étaient porteuses de nouvelles attitudes politiques et de nouveaux courants idéologiques résultants des situations locales ou des développements extérieurs. Ainsi en Bosnie-Herzégovine certains jeunes intellectuels musulmans furent pris dès l'époque austro-hongroise (1878-1918) entre des tendances « pro-serbe » et « pro-croate ». De même les élites turcophones se divisèrent sur la question du kéralisme.

Malgré les configurations et les évolutions différentes dans chacun des pays et pour chacun des groupes, à la veille de la Seconde guerre mondiale, les identités nationales étaient encore loin d'être cristallisées parmi les populations musulmanes balkaniques. Les identités familiales, régionales, sociales et surtout l'identité musulmane prédominaient largement. La structuration politique de ces populations, encore largement contrôlées par les notables, avait à peine commencé, d'autant que des régimes autoritaires avaient été instaurés dans l'ensemble des Etats balkaniques à partir de la fin des années 1920.

1.2.3 Les musulmans sous les régimes communistes

C'est en fait sous les régimes communistes que s'est opérée la cristallisation des identités nationales parmi les musulmans des Balkans.

Au sortir de la Seconde guerre mondiale, excepté le cas de la Grèce, l'ensemble des Balkans tombe sous le joug du communisme. La Roumanie, la Bulgarie, la Yougoslavie et l'Albanie appliqueront à l'égard de leurs populations musulmanes la même politique jusqu'à la fin des années 1950. Cette politique, inspirée directement par l'union soviétique, consiste à intégrer

ces populations à l'ordre socialiste en leur donnant des droits culturels d'un côté et en les sécularisant de l'autre.

A partir des années 1960-1970, des divergences notables se dessinèrent d'un pays à l'autre. En Roumanie et en Bulgarie, les autorités communistes revinrent sur les droits culturels antérieurement accordés et instaurèrent une véritable politique d'assimilation. En Bulgarie la « bulgarisation » des musulmans d'origine turque aboutit par réaction à un renforcement de l'identité turque qui conduisit en 1989 à l'exode de 300 000 Turcs bulgares vers la Turquie.

En Albanie, où la sécularisation de la société touchait les musulmans comme les chrétiens, les identités religieuses furent officiellement gommées au profit de la promotion d'une identité nationale albanaise socialiste. En 1976, le caractère « athée » de l'État fut même inscrit dans la Constitution.

En Yougoslavie, en revanche, les années 1960-1970 ont été synonyme de déstalinisation, de décentralisation en politique intérieure et de non-alignement en politique extérieure. Ces évolutions ont conduit au renforcement du système des nations et des nationalités (minorités nationales). Les conséquences de cette nouvelle orientation ont été très importantes pour les musulmans de Yougoslavie et elles méritent que l'on s'y attarde un peu.

1.2.4 Les musulmans et l'État titiste

Pour le pouvoir communiste, la communauté musulmane va représenter une carte précieuse dans sa lutte contre les nationalismes serbes et croates. Ni Serbes ni Croates, mais Slaves islamisés, les musulmans ne pouvaient se définir comme communauté culturelle et historique qu'en référence à leur pays, la Bosnie ou à une entité supra-communautaire, la Yougoslavie.

Cependant l'État yougoslave a eu le souci de contrôler cette communauté qui ne disposait pas de structures représentatives, ce qui est fréquent dans le monde musulman. En 1947, fut donc adoptée une constitution de la communauté musulmane de Yougoslavie. Celle-ci prévoyait dans chacune des quatre républiques (Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro et Macédoine) une assemblée distincte du *Vakf* et un pouvoir suprême confié à un *Reis-ul-ulema* et à une commission constituée par un représentant de chacune des quatre assemblées. De fait la charge de *Reis* fut toujours tenue par un Bosniaque.

Par ailleurs, la politique du pouvoir envers les musulmans de Yougoslavie est inséparable de sa politique yougoslave par rapport au monde arabo-musulman. De ce point de vue, la

conférence de Bandoeng en 1955 marque un tournant. La Yougoslavie, figure de proue des Non-alignés, grande amie de l’Egypte de Nasser ou des mouvements de libération comme le FLN algérien, se voulait, sinon un pays musulman, du moins un pays abritant et protégeant une forte communauté musulmane. Ainsi, les musulmans, les imams et les mosquées de Bosnie (beaucoup plus que ceux du Kosovo) étaient devenus l’une des cartes de visite majeure du régime dans ses relations internationales.

Dans ce contexte, la création de la nationalité « musulmane » constitue un des points majeurs du bilan du régime titiste. Avant cette décision, les musulmans de Bosnie qu’ils soient pratiquants, simples croyants ou même non-croyants issus de cette tradition, devaient se définir comme Serbes ou bien Croates à moins de ne pas déclarer de nationalité. Ainsi en Bosnie en 1953 on comptait :

- 1 264 372 Serbes (dont 35228 de confession musulmane)
- 654 229 Croates (dont 15 477 de confession musulmane)
- 891 800 « Yougoslaves non déclarés » (dont 860 486 de confession musulmane)

Le 17 mai 1968, le plénum du comité central du parti communiste bosniaque proclamait que « les Musulmans, sont une nation à part ». La question fut définitivement réglée par la constitution de 1974, qui reconnaît les Musulmans comme un des peuples constitutifs de la Bosnie-Herzégovine au même titre que les peuples serbe et croate.

En accordant le statut de « peuple » aux Musulmans (avec majuscule), c’est à dire à tous ceux qui lors des recensements, déclareraient se reconnaître dans cette communauté culturelle et historique (par distinction des musulmans sans majuscule c’est à dire croyant ou pratiquant la religion islamique) le régime a reconnu l’identité originale de ces slaves islamisés mais il a contribué à durcir et à renforcer une différence peu fondée.

Au Kosovo, de nouvelles élites albanaises ont vu le jour grâce à la création de l’université de Pristina en langue albanaise en 1970, et la nouvelle Constitution fédérale de 1974 a permis aux Albanais de renforcer leur position au sein des institutions politiques et administratives provinciales.

Dans le cas de la Bosnie comme dans celui du Kosovo, ces évolutions ont favorisé l’éclosion de courants nationalistes parmi les populations musulmanes, comme l’atteste les

manifestations albanaises de 1968 et 1981 au Kosovo ou le renouveau du courant panislamiste bosniaque à partir des années 1970. Ainsi, il apparaît pour certains³ que la genèse idéologique du parti musulman SDA (Parti d'action démocratique) du président Alija Izetbegovic est issue de cette mise en avant d'une « nationalité » originale des Musulmans de Bosnie.

2 Bilan de la situation des musulmans dans les Balkans à la fin de l'ère communiste

Au moment où tombait le mur de Berlin en 1989, les populations musulmanes balkaniques, dont l'identité s'articulait auparavant autour de la religion et des origines géographiques et familiales, avaient donc vu se développer en leur sein de forts courants sécularisants et possédaient de nouvelles élites laïques (sauf dans le cas de la Grèce).

Cependant, la religion est demeurée un facteur essentiel. L'islam s'est avéré en effet plus résistant que les religions chrétiennes aux efforts de laïcisation de la société. Ainsi, indépendamment du degré de religiosité et de pratique, l'islam balkanique est resté un puissant marqueur identitaire, comme on peut le constater en Albanie, où, en dehors des cercles des élites, le nombre de mariages mixtes est resté très limité.

Mais au-delà du seul facteur religieux, diverses identités nationales se sont cristallisées autour de l'islam, en Bosnie au Kosovo ou encore en Macédoine. De sorte qu'à nouveau une redéfinition des rapports entre identité musulmane et identité nationale se dessine au début de l'ère post-communiste.

³ DERENS Jean-Arnault, « Tito échec d'une modernisation », *Confluences Méditerranée* N°13, Hiver 1994-1995

DEUXIEME PARTIE :

VERS UN NOUVEL ISLAM BALKANIQUE A L'ERE POST-COMMUNISTE

1. Le « passage au politique »¹ des populations musulmanes balkaniques

Si on constate que les populations musulmanes figuraient parmi les principales victimes des récents événements dans les Balkans, il faut admettre également qu'elles en constituaient aussi des acteurs à part entière. Leur émergence comme acteurs politiques autonome a même constitué un des faits majeurs de la dernière décennie. Suite à la disparition des régimes communistes en 1989-1990, des partis représentant ces populations sont apparus dans la plupart des pays balkaniques. Les plus importants d'entre eux ont adopté des sigles neutres (Parti de l'action démocratique – SDA pour les Musulmans de Bosnie-Herzégovine et du Sandjak, Parti de la prospérité démocratique – PPD pour les Albanais de Macédoine, Ligue démocratique de Kosovo – LDK pour les Albanais du Kosovo, Mouvement pour les droits et les libertés – MDL pour les Turcs de Bulgarie), mais d'autres ont affiché ouvertement leur caractère ethnique, tel que le Parti démocratique turc et le Parti émancipation complète des Roms en Macédoine, l'Union démocratique turque au Kosovo ou l'Union démocratique des Turcs musulmans en Roumanie. La Grèce elle-même n'a pas échappé à cette politisation des populations musulmanes, avec la création du parti turc « Amitié, égalité, paix » (DEB) en 1991.

Dans ce paysage politique, l'Albanie fait exception. En effet les musulmans constituent la majorité de la population du pays et ils s'identifient à la nation albanaise. Toutefois, le clivage central qui oppose le Parti démocratique au Parti socialiste, recoupe certains débats sur l'articulation entre islam, identité nationale et politique étrangère.

Par ailleurs, si lors des premières élections libres tenues en 1990/1991 ces partis ont recueilli une large majorité des voix de leurs communautés respectives, leur triomphe n'est en aucun cas le résultat d'un vote musulman monolithique. En effet, la politisation des populations

¹ L'expression « passage au politique » est de Jean-François Bayart. Voir J-F Bayart, « L'énonciation du politique », *Revue de sciences politiques*, vol. XXXV, n°3 (juin 1985, p. 343-372.

musulmanes des Balkans n'a pas tardé à révéler des divisions internes, à commencer par des clivages ethniques. Ainsi, dès le début des années 1990, le SDA a dû renoncer à son ambition de fédérer l'ensemble du « cercle historico-culturel musulman » de Yougoslavie.

Au-delà d'un commun « passage au politique », les positionnements des partis musulmans dans le jeu politique propre à chaque Etat balkanique sont restés extrêmement variés. Certains partis acceptaient le cadre institutionnel existant (MDL en Bulgarie) lorsque d'autres boycottaient les élections et créaient des institutions parallèles (LDK au Kosovo). De même, certains partis se contentaient de revendications culturelles d'ordre symbolique (restitution des noms turcs en Bulgarie, utilisation du dénominatif « Turc » en Grèce) alors que d'autres privilégiaient des revendications explicitement politiques (indépendance de la Bosnie-Herzégovine).

Les situations sont donc variées et relèvent avant tout de préoccupations d'ordre locales. On peut donc affirmer qu'il n'existe pas à proprement parler un courant politique musulman unitaire transnational dans les Balkans. En revanche, on peut relever des tendances générales concernant l'usage politique de la religion.

2. Quel usage politique de l'islam dans les Balkans post-communistes ?

De façon générale, on constate que dans les Balkans après l'ère communiste, les acteurs politiques ont presque toujours primé sur les acteurs religieux. Reste à savoir quels ont été leurs usages de l'islam, et à quelles pratiques et idéologies politiques ils renvoient. De ce point de vue, il est possible de distinguer trois modèles :

- Dans le premier, l'islam reste une simple référence communautaire, une ressource symbolique apportant un surcroît de prestige à des notables politiques, et venant légitimer leurs pratiques clientélistes. Un tel modèle va souvent de pair avec des liens personnels assez étroits entre oulémas et leaders politiques, et correspond à la façon dont le MDL en Bulgarie, le PPD en Macédoine et, d'une certaine façon, le parti démocratique en Albanie ont utilisé l'islam pour consolider leur assise politique.
- Dans le second modèle, les nationalistes radicaux tentent au contraire d'instrumentaliser l'islam pour contester le parti dominant. C'est ainsi que le PPDSH en Macédoine put remporter une élection législative partielle à Skopje contre le PPD en s'alliant au SDA-

« *voie islamique* » et en présentant un imam comme candidat. Dans ce modèle, que l'on retrouve en Albanie avec le Parti du redressement national, la radicalisation du nationalisme conduit tout à la fois à la réislamisation de l'identité nationale et à la « nationalisation » de l'islam.

- Enfin, dans le troisième modèle, l'islam est perçu comme une communauté politique transcendant les appartenances nationales et comme un projet idéologique impliquant une véritable réislamisation des populations musulmanes. Cette perception de l'islam a été le fait du courant panislamiste qui se trouve à l'origine du SDA en Bosnie-Herzégovine, ou de petits mouvements tel que SDA-« *voie islamique* » en Macédoine ou encore l'Organisation de la jeunesse musulmane en Albanie.

Dans les faits, le cas du SDA montre que ces trois modèles ont pu se combiner, le courant panislamiste bosniaque créant le parti autour duquel sont ensuite venus s'agréger les différents courants du nationalisme musulman.

En fait, on constate qu'il n'y a pas eu de véritable « retour de l'islam », du moins en ce qui concerne les mœurs et les pratiques individuelles, il n'y a donc pas eu de « vague fondamentaliste » dans les Balkans. Il s'avère au demeurant que l'apparition et le succès éventuel de mouvements islamistes n'est pas lié à une forte religiosité des populations. Bien au contraire, la population musulmane bosniaque était et reste sans doute une des plus sécularisées de la péninsule balkanique, alors que la religiosité de type rurale traditionnel des musulmans de Bulgarie, de Macédoine ou de Thrace occidentale a facilité les jeux clientélistes des notables, mais représenté un obstacle pour les conceptions idéologiques et militantes de l'islam.

Quant à la capacité des islamistes balkaniques à sortir de leur marginalité, elle semble en fait dépendre de deux facteurs principaux : un lien étroit entre islam et identités nationales et une montée des tensions intercommunautaires d'une part et une crise des élites politiques musulmanes en place d'autre part.

3. La résurgence des institutions religieuses islamiques

Si la politisation de certaines identités musulmanes est clairement perceptible, leur éventuelle réislamisation reste plus difficile à cerner. En fait, celle-ci s'inscrit plutôt contre la

sécularisation des décennies précédentes et les situations sont là encore considérablement variées d'une population à l'autre. Ainsi par exemple, aucun phénomène de réislamisation identitaire n'est perceptible chez les Tsiganes tandis que de leur côté les fondateurs du SDA avaient comme objectif affiché une réislamisation de l'identité nationale musulmane/bosniaque.

L'étude des différents cas montre que la réislamisation de l'identité nationale des populations musulmanes des Balkans est restée partielle et conflictuelle. Cependant, la fin des régimes communistes a entraîné un net regain d'activité des institutions religieuses islamiques des Balkans. Cette évolution est particulièrement flagrante en Albanie, où ces institutions réapparaissent après vingt trois ans d'absence. Mais ce phénomène concerne en fait l'ensemble des anciens Etats communistes de la région. La construction ou la réouverture de nombreuses mosquées, l'ouverture de nouveaux établissements d'enseignement religieux, le développement de la presse et des publications religieuses ou encore la création de fondations et d'organisations caritatives liées aux Communautés islamiques témoignent de cette résurgence des institutions religieuses islamiques.

Toutefois ce regain d'activité n'est pas synonyme de restauration complète. La sécularisation profonde imposée par les régimes communistes a laissé des traces persistantes compte tenu des évolutions culturelles et sociales des cinquante dernières années. Le rétablissement des libertés religieuses a ainsi révélé des lacunes en terme d'infrastructures et de cadres disposant d'une vraie formation religieuse. Ce dernier point n'est d'ailleurs pas sans poser problèmes car il ouvre la voie à l'importation d'influences culturelles extérieures en provenance de pays aux traditions islamiques plus radicales. Dans l'ensemble de ces pays, on constate que les biens et les droits dont ils avaient été privés dans l'après-guerre n'ont pas été restitués aux institutions religieuses islamiques. L'unique pays balkanique où le droit privé chariatique s'applique pour les questions de droit privé est la Grèce. Seuls quelques locaux administratifs confisqués après 1945 ont été restitués et l'éducation religieuse à l'école n'a été réintroduite qu'en Bosnie-Herzégovine. Finalement, si la religion reste un irremplaçable repère communautaire, la foi elle, se vit de plus en plus sur le mode individuel.

TROISIEME PARTIE :

ETUDE DE L'ISLAM BALKANIQUE PAYS PAR PAYS

1. La Bosnie-Herzégovine

1.1. En guise d'introduction

En 1994, lorsqu'on interrogeait les partisans de Fikret Abdic réfugié en Krajina après avoir fuit Bihac, et qu'on leur demandait s'ils se sentaient bosniaques ils répondaient avec horreur : « Non, non, les Bosniaques c'est le fondamentalisme, nous nous sommes Musulmans ! ».

La réalité du poids de l'islam en Bosnie-Herzégovine, plus encore que dans le reste des Balkans n'est donc pas une question simple. C'est pourquoi il est nécessaire de s'y attarder un peu.

1.2. L'Islam en Bosnie

L'effondrement de l'État yougoslave au début des années 1990 a entraîné la disparition des structures englobantes qui cherchaient à valoriser la « nation » musulmane. Dès lors, la question de sa définition se pose avec une réponse en négatif : « ceux qui ne sont ni Croates ni Serbes ». Ne reste plus alors comme critère fondateur de l'identité que le rattachement à la religion musulmane avec pour signe extérieur de reconnaissance la mise en application de ses préceptes. Mais cette application s'exerce plus comme la négation des valeurs des autres nationalités (serbe et croate) que comme une application intégriste des règles du Coran. Ainsi, la vente d'alcool a-t-elle été interdite à plusieurs reprises dans toutes les villes de la Bosnie non serbe ou non croate, mais tout le monde continue d'en boire sans s'en cacher. Les enjeux sont ici clairement symboliques. Face aux nationalistes serbes qui ont fait de l'alcool de prune, la *slivovica*, le symbole de la « serbitude », les Musulmans ne pouvaient qu'interdire l'alcool pour montrer leur différence.

En définitive, l'identité de ces Slaves du sud islamisés sous l'Empire ottoman ne parvient toujours pas à se définir en dehors du strict critère religieux, dès lors que n'existe plus une instance étatique supérieure qui choisisse de la mettre en valeur (la Double-Monarchie Austro-Hongroise ou la Yougoslavie titiste). L'« islamisation » actuelle du régime bosniaque que traduisent certains signes indéniables (retour du port du voile, multiplications des écoles

coraniques et des cours d'arabes...) mais qu'il convient de ne pas exagérer, et de ne pas systématiser, résulte bien de cette incapacité à définir les fondements d'une identité.

1.3. Le Panislamisme en Bosnie

Fin novembre 1990, la Bosnie-Herzégovine portait au pouvoir le Parti d'Action Démocratique (SDA) et confiait sa destinée à un « ancien jeune Musulman », Alija Izetbegovic.

L'itinéraire intellectuel musulman d'Alija Izetbegovic peut être caractérisé d'austère et de traditionaliste. Cela lui a valu une condamnation en 1983 au cours du « procès de Sarajevo » censé dénoncer le « nationalisme musulman ». Au-delà de ses écrits (la Déclaration Islamique) où certains au début des années 1990 semblaient voir un manifeste en faveur de l'intégrisme, ce qu'on lui reprochait était surtout d'affirmer un islam se voulant résolument indépendant des structures officielles collaboratrices du régime. Izetbegovic se présente dans ses écrits comme un traditionaliste et non comme un intégriste, puisqu'il n'entend pas fonder une démarche politique sur les bases de ses positions religieuses. De plus, être « traditionaliste » dans le contexte bien particulier de l'islam bosniaque, se limite à bien peu de choses, comme rappeler qu'un bon musulman ne doit pas boire d'alcool. En fait Izetbegovic voulait un Islam « pur » dans le sens où ce dernier ne devait plus se présenter comme une version « spiritualisée » du socialisme autogestionnaire, et n'ayant plus pour fonction essentielle de servir les bonnes relations du régime titiste avec les pays de la Conférence islamique.

Le paradoxe d'Izetbegovic vient du fait que sa démarche s'inscrit pleinement dans le contexte de la valorisation par le régime communiste de la « nation » musulmane, tandis que la logique de ses propos vise plus à faire revenir l'identité musulmane dans l'orbite du religieux. Certains militants et cadres du SDA participent à cette renaissance du religieux souhaitée par Izetbegovic, mais les plus nombreux sont ceux qui s'inscrivent plus simplement dans le contexte de valorisation de la nation musulmane.

Le fait est que le premier président bosniaque ne négligeait pas le fait islamique. Il situait le conflit dans la perspective d'un élargissement où les Etats musulmans auraient leur place et joueraient leur rôle. De ses voyages en mai 1991 et mars 1992 notamment, et plus encore après le début de la guerre, en avril suivant, ressortait la volonté de sensibiliser les gouvernements de Téhéran, d'Ankara et de Riyad ainsi que l'opinion publique arabo-

musulmane sur la situation de la communauté islamique de Bosnie. Izetbegovic cherchait ainsi à susciter de leur part, sympathie, mais surtout solidarité et aide effective.

Cette politique a porté ses fruits. Elle a conduit peu à peu l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) à réclamer la levée de l'embargo sur les ventes d'armes à la Bosnie-Herzégovine, puis à se constituer en "groupe de pression" en faveur de la Bosnie musulmane aux Nations unies.

La sensibilisation des opinions publiques dans le monde musulman n'a pourtant pas été la même partout. En général, il est vrai, un courant d'opinion s'est formé et s'est exprimé, souvent constitué sur l'initiative des groupes islamistes qui ont trouvé là un nouveau terrain de propagande et d'action. L'effet en a été suffisant, en tout cas, pour que les filières clandestines d'acheminement des armes et des munitions vers le secteur musulman de Bosnie soient constituées et fonctionnent sans désespérer pendant de nombreux mois.

Trois Etats ont surtout réagi. L'Arabie saoudite a fourni une aide financière non négligeable. L'Iran en a fait l'un des thèmes de sa politique étrangère, qui rejoint l'action qu'il mène en faveur des partis islamistes dans les Républiques d'Asie centrale et traduit son souci d'incarner une orientation à la fois politique et religieuse offerte en modèle aux opinions publiques du monde musulman et à exercer une certaine surenchère sur les autres gouvernements de la région.

Mais c'est en Turquie surtout que la question bosniaque a pris une importance grandissante dans la vie publique. Rompant avec la tradition kémaliste, qui voulait que la République turque, issue de l'effondrement de l'Empire ottoman, se tienne délibérément à l'écart des affaires balkaniques et s'en détourne à tout jamais, la classe politique turque n'a pas pu se dérober à un débat public sur la question de l'aide à la Bosnie musulmane. L'opinion y a joué son rôle, mais les compétitions entre partis y jouent un rôle plus grand encore. Les mouvements et tendances islamistes ou les partis s'en rapprochant, ont trouvé là un thème de campagne propre à gêner un gouvernement et des partis au pouvoir réputés pour leur attachement à la laïcité de l'État et réfractaires à toute forme d'intégrisme religieux.

1.4. Les combattants islamiques en Bosnie

Cette mobilisation du monde islamique s'est concrétisée par le recrutement, souvent par voie de presse, de groupe de militants islamiques au Soudan, au Pakistan, en Egypte, en Algérie,

au Maroc, dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, au Liban, en Iran et en Turquie. Ils gagnèrent d'abord les camps d'entraînement au Soudan. Beaucoup étaient des « Afghans », ces combattants musulmans qui s'étaient battus contre les Soviétiques en Afghanistan, et se trouvaient depuis 1988 en rupture de guerre et de société. Naviguant à travers les mouvances les plus dures de l'islamisme, ils trouvaient là une nouvelle « croisade » islamique.

Ces combattants arrivèrent en Bosnie par plusieurs voies dont celle du « couloir musulman » qui passe par la Turquie, la Bulgarie, la Grèce, la Macédoine, l'Albanie, le Kosovo, le Sandjak serbe et le Nord du Monténégro. Les réseaux islamistes radicaux d'Allemagne et d'Autriche y pourvurent¹.

Les moudjahidins venaient en ex-Yougoslavie pour engager le *djihad* contre l'opresseur serbe et contre l'opresseur chrétien. Ils se virent intégrés dans l'armée bosniaque ou se constituèrent en bandes de mercenaires incontrôlés. Ils furent de tous les combats, sur tous les fronts : à Sarajevo contre les Serbes, à Mostar contre les Croates, à Miglaj contre les deux.

Rapidement, les autorités bosniaques virent dans ces combattants de l'islam une source d'embarras. Les Serbes faisaient de leur présence un argument de propagande qui trouvait des échos en Europe occidentale où on craignait de voir s'installer une république islamique au cœur de l'Europe.

Si leurs excès furent tolérés au début de leur présence, le président Izetbegovic cachait de moins en moins son malaise soulignant que les Bosniaques avaient besoin d'armes et non de combattants.

L'assassinat, en janvier 1994, d'un « humanitaire » britannique ainsi que les espoirs de paix que suscitérent l'ultimatum de l'OTAN et la réconciliation au sein d'une confédération des Croates et des Musulmans, finirent de convaincre. Les moudjahidins et leurs appuis au sein du SDA étaient désormais trop encombrants. Une purge fut menée dans le parti du président et les « phalanges arabo-musulmanes » furent désarmées dans la plupart des cas. Le troisième corps d'armée bosniaque fut nettoyé et professionnalisé. Seule la 7ème brigade gardait sa composante islamique, mais ses rangs étaient composés uniquement de Bosniaques

¹ PLISSON Gabriel, *Mourir pour Sarajevo*, Paris ; Edition Infini, 1994

musulmans pratiquants. Les crimes ne restèrent plus impunis, les contrôles de polices se firent plus nombreux et les arrestations se multiplièrent comme après la profanation en mars 1994 d'un cimetière catholique à Zenica.

Les combattants musulmans gênaient également du fait du discours qu'ils véhiculaient. Jusque là ils avaient été acceptés en partie en raison du soutien de leurs gouvernements à la cause bosniaque. Il fut rarement question de leur contribution militaire à l'effort de guerre qui demeurait symbolique. Mais dans la perspective d'un apaisement de la situation leur présence devenait une entrave. Elle donnait en effet le visage d'une expansion du radicalisme islamique en Europe. En effet, nombre d'entre eux étaient là pour permettre la constitution d'un « califat balkanique ». Ils se présentaient donc comme ceux qui montrent le *qudwa* (le bon exemple) et agissaient comme des missionnaires. Certains n'hésitaient pas à inciter les musulmans à ce méfier des organisations caritatives occidentales, sous prétexte qu'elles voulaient « christianiser les enfants bosniaques qui tombent entre leurs mains ». Dans les quartiers où ils s'étaient installés, à Sarajevo comme à Zenica, des écoles coraniques avaient vu le jour, les mosquées s'étaient remplies, les hommes s'étaient laissés pousser la barbe et les femmes avaient pris le hidjab. Mais, à Zenica où ils étaient cantonnés, les moudjahidins étaient contestés par la population. Les Bosniaques supportaient mal de les voir troubler les bains de leurs filles dans la rivière Bosna ou agresser les clients des bars où l'on servait de l'alcool. Finalement ces exactions restèrent des cas isolés et il fut rapidement mis fin à leurs débordements. Le SDA comme les autorités musulmanes bosniaques y veillèrent. Ainsi, au cours de l'été 1994, le reis al-uléma Mustafa Cerić prononça depuis Sarajevo une *fatwa* invitant ses coreligionnaires à rejeter les rites étrangers venus d'Arabie et d'Iran².

Ainsi, bien avant la reprise en main par le gouvernement bosniaque, quelques combattants musulmans s'en étaient retournés au Pakistan, déçus par la méfiance des Bosniaques envers ces « frères » d'un autre âge un peu trop zélés à les défendre.

1.5. Les organisations humanitaires musulmanes en Bosnie

L'activité missionnaire n'était pas uniquement le fait des moudjahidins. Certaines organisations humanitaires jouaient également ce rôle. Les frères musulmans avaient alloué à l'association qu'ils contrôlaient, une agence égyptienne dépendant du syndicat des médecins,

² ROUSSELIN Pierre, « les encombrants alliés de l'armée bosniaque », in *Le Figaro*, 10 octobre 1994

quelques quatre millions de dollars, recueillis à travers le monde arabe³. Le parti islamiste turc de la Prospérité, grand vainqueur des élections municipales de mars 1994, réunit près de deux millions de dollars pour la Bosnie⁴. Fin juillet un centre islamique des Balkans vit le jour à Zenica. Financé par le comité koweïtien pour la Bosnie-Herzégovine, « organisation pour la reconnaissance de la tradition islamique », il avait pour objectif d'œuvrer en faveur de la réislamisation des musulmans bosniaques. Son secrétaire, un Palestinien islamiste, Abou Mohammed, ne s'en cachait pas : « Ce qui arrive aux gens de ce pays vient du fait qu'ils ont tourné le dos à la religion. La guerre leur donne de bonnes raisons de revenir à l'islam ».

Téhéran ne pouvait rester insensible aux événements de la Bosnie. Aussi, son aide humanitaire se doubla d'un volet religieux. Des « attachés culturels » vinrent en Bosnie, délégués par le ministre de la Culture et de l'orientation islamique. Ces prédicateurs furent mal acceptés par les imams saoudiens car ils venaient prêcher la doctrine chiite.

Mais la plus active des organisations humanitaires islamiques étrangères en Bosnie était sans contexte l'Association islamique mondiale de Secours, financée par l'Arabie saoudite. En plus de vivres et de médicaments, elle gérait plusieurs dizaines de camps où affluaient en grand nombre les réfugiés bosniaques. Quelque huit cents prédicateurs opéraient en Bosnie-Herzégovine au nom de cette organisation en novembre 1992. Ils avaient pour mission de former les imams locaux, d'enseigner l'arabe, de distribuer des corans et des livres d'exégèse.

1.6. Conclusion sur la Bosnie-Herzégovine

Il est difficile de penser que les Bosno-Musulmans, pourraient demain suivre ceux qui tenteraient de faire de l'Islam intégriste le catalyseur d'une identité particulière. Seuls les rigueurs de la guerre ont pu pousser quelques Bosniaques dans le camp de l'intégrisme. Mais les premières lueurs de paix leur ont fait rapidement jeter bas hidjab et coran. Ainsi les Iraniens, venus réislamiser cette population, constatèrent assez vite qu'il s'agissait d'une cause perdue. Ces Musulmans, disait-on à Téhéran mais aussi à Tripoli ou à Riyad, étaient « contaminés par l'Europe », buvant de l'alcool, mangeant du porc, regardant les filles en minijupe et ne fréquentant plus guère la mosquée.

³ ROUSSELIN Pierre, « la charité au nom d'Allah », in *Le Figaro* du 8 octobre 1994

⁴ *Le Républicain Lorrain* du 14 mai 1994

2. La Macédoine

2.1. Caractéristiques principales de la communauté musulmane de Macédoine

Dans la république de Macédoine, les musulmans représentent une forte minorité – environ 700 000 âmes -, soit un tiers de la population totale de ce petit pays situé au cœur des Balkans qui compte un peu plus de deux millions d'habitants.

La communauté musulmane de Macédoine n'est pas ethniquement ou nationalement homogène. Les Albanais y sont largement majoritaires, avec environ 480 000 personnes d'après les recensements de 1994, soit approximativement 70% de l'ensemble des musulmans du pays. Mais elle comprend également des Turcs (environ 80 000), des Tsiganes (en fait des Roms et des « Egyptiens » ; en tout plus de 50 000), des Torbèches (« *Torbessi* ») ou Macédoniens musulmans (« *Makedoncite muslimani* », c'est à dire musulmans parlant le macédonien, environ 70 000) et des Musulmans ou « Bochniaques » (musulmans parlant le serbo-croate ou le « bosniaque », environ 20 000). Les frontières entre les catégories ethno-nationales n'ont cependant jamais été très stables. Des phénomènes d'albanisation, de turcisation, de mariages mixtes, de changements de détermination nationales lors des recensements pour raisons politiques ou socio-économiques sont la cause de ces flottements.

D'un point de vue géographique, les musulmans – et plus particulièrement les Albanais – sont concentrés dans le Nord et l'Ouest de la Macédoine, le long des frontières yougoslaves et albanaises. Il s'agit par ailleurs d'une population en grande partie rurale ou d'origine rurale, dont le centre de gravité se déplace maintenant vers les villes après un processus d'exode rural récent.

2.2. L'imbrication politico-religieuse dans la Communauté islamique de Macédoine

Les Albanais dominent la scène politique et la scène religieuse au sein du bloc musulman. Ils ont tendance à imprimer à l'islam de Macédoine un caractère national, voire nationaliste. Néanmoins, les Turcs et les « Turco-albanais » tiennent une place importante dans les relations avec le monde musulman extérieur et dans le développement de courants réformateurs et modernistes, voire panislamistes. Les Macédoniens musulmans jouent un rôle mineur, mais sont souvent l'objet d'une surenchère de la part des autres communautés qui

tentent de les attirer dans leur giron. Quant aux Bochniaques (ou Musulmans), ils suivent d'assez près les développements politiques et religieux de Bosnie-Herzégovine et du Sandjak.

Mais le trait principal de l'islam politique macédonien est « l'albanisation » croissante du discours, des actes et de la gestion de la Communauté islamique. Ainsi, à la medressa, plus de 95% des cours sont donnés en albanais, la plupart des publications religieuses sont désormais en albanais, et donc l'albanais tend à devenir la langue principale utilisée par la Communauté islamique, au dépens du turc, du macédonien et du serbo-croate.

Avec le retour de la religion sur le devant de la scène, la question des rapports entre l'islam et l'identité nationale albanaise surgit naturellement. Mettant en exergue la tolérance de l'islam albanaise qui se définit comme étant un islam européen respectueux des autres communautés, mais en même temps comme le garant de l'identité ethnique et nationale des Albanais.

En conclusion, même si l'influence du monde musulman extérieur s'exerce comme ailleurs dans les Balkans par l'intermédiaire d'organisations humanitaires mais aussi des partis politiques qui organisent des rencontres avec des dirigeants politiques et religieux du monde musulman, on ne rencontre pas en Macédoine de courants islamistes forts. L'islam macédonien se tourne davantage vers la promotion d'un « islam patriote » où l'identité religieuse serait inextricablement liée à l'identité nationale.

3. Le Kosovo

3.1. Caractéristiques principales de la communauté musulmane du Kosovo

Au Kosovo, contrairement à la Macédoine, les musulmans représentent une très forte majorité, à savoir 90% d'une population avoisinant les deux millions de personnes.

Cependant, comme en Macédoine, la communauté musulmane du Kosovo n'est pas ethniquement homogène. Elle comprend des Albanais, des Turcs, des Roms et des Musulmans de langue serbo-croate. Mais cette hétérogénéité est moins grande, car les Albanais sont très largement majoritaires. L'accroissement démographique a modifié la répartition entre slaves orthodoxes (qui représentaient 25% de la population au lendemain de la seconde guerre mondiale) et albanais. Ainsi 52% des Albanais du Kosovo ont moins de 19 ans et leur moyenne d'âge serait de 24 ans. Cette population a par ailleurs connue une très forte urbanisation, notamment dans la plaine de Kosovo.

3.2. Importance de l'islam dans la culture collective au Kosovo

On notera en premier lieu qu'avant l'effondrement du régime communiste, le Kosovo n'a pas connu le développement de mouvements comparables au courant panislamiste bosniaque. Ce n'est que tardivement que divers mouvements islamistes ont commencé à tisser leurs réseaux au Kosovo.

En second lieu, il faut rappeler qu'étant moins homogène sur le plan ethnique que celles de Bosnie-Herzégovine les communautés musulmanes du Kosovo ne reconnaissent pas l'islam comme un marqueur identitaire principal, comme il peut l'être chez les musulmans bosniaques face aux Serbes et aux Croates. C'est pourquoi les rapports entre identité nationale et identité religieuse sont beaucoup plus complexes qu'en Bosnie-Herzégovine, même si certains courants politiques et religieux ont tendance à amalgamer le national et le religieux.

On notera par ailleurs qu'au Kosovo, la guerre n'a en aucun cas renforcé les liens entre musulmans appartenant à des groupes ethnico-nationaux différents. Bien au contraire, la fin des frappes de l'OTAN y a ouvert une période d'extrême tension entre les Albanais et les musulmans non-albanais (Tsiganes et Goranis en premier lieu, mais aussi Turcs et Musulmans/Bosniaques).

Toutefois, on assiste à une tentative de réislamisation aussi bien des communautés turques qu'albanaises. Il existe en effet un foisonnement de groupes, organisations et courants religieux qui contribuent à cette réislamisation facilité par le chaos politique, idéologique et économique.

Cette réislamisation ne doit pas être vue comme le retour ou le renforcement d'un islam préexistant, mais comme l'apparition et la diversification de nouvelles formes d'islam. Ce courant s'articule autour de deux pôles proches, la Turquie et la Bosnie-Herzégovine, et deux pôles éloignés, l'Iran et les pays arabes, avec des relais très importants dans les diasporas d'Europe occidentale.

3.3. L'influence du monde musulman sur l'islam du Kosovo

Le conflit armé au Kosovo a lui aussi donné lieu à des informations contradictoires concernant le soutien apporté à l'armée de libération du Kosovo (UCK) par l'Iran ou certains réseaux islamistes transnationaux, acteurs déjà impliqués dans le conflit bosniaque. Mais, outre qu'il est encore trop tôt pour savoir quelle a été la réalité de ce soutien, celui-ci n'a pu en

aucun cas avoir l'importance qu'il a eu en Bosnie-Herzégovine. Contrairement aux dirigeants bosniaques, ceux de l'UCK ne semblent donc pas avoir misé sur le soutien matériel du monde musulman, et se sont montrés plutôt hostiles à ceux qui désiraient faire du Kosovo une nouvelle terre de djihad.

Le gouvernement provisoire est néanmoins attentif au poids financier accru des O.N.G. islamiques au Kosovo, et cherche à s'assurer le contrôle de leurs projets humanitaires et de reconstructions. En 2000, une dizaine d'O.N.G. auraient été actives dans la province, tant dans le domaine humanitaire que sur le plan religieux. Des corans ont été distribués. De nouvelles mosquées ont été construites, dans un style qui trahit souvent l'origine des investisseurs, et certaines O.N.G. arabes d'aspirations wahhabite n'ont pas hésité à raser des cimetières non conformes à leur conception de l'islam. Quant aux instances islamiques officielles, il est difficile de connaître leurs positionnements dans le nouveau contexte. Elles tentent, elles aussi, de contrôler, sans grand succès, l'activité des organisations étrangères, et réclament l'enseignement de la religion à l'école.

3.4. Conclusion sur le Kosovo

Pour conclure sur la situation de l'islam au Kosovo, on peut dire que malgré l'absence d'importants courants islamistes ou même d'une réislamisation en profondeur, et malgré la prédominance du nationalisme, l'islam est apparu au cours de la dernière décennie comme un facteur non négligeable dans les recompositions internes à la société musulmane du Kosovo.

Quels que soient les développements de l'islam en tant que culture, croyance, et même idéologie, du simple fait que ces populations sont musulmanes, elles sont comme celles de Bosnie-Herzégovine l'objet de l'attention du monde musulman qui veut « aider ses frères ». Comment alors résister à l'offre des réseaux islamistes internationaux, surtout lorsque l'on est en difficulté? De fait, il existe dorénavant un certain nombre de réseaux qui ont fonctionné en Bosnie-Herzégovine avant et pendant le conflit bosniaque et qui peut-être peuvent fonctionner à l'avenir au Kosovo. L'attitude de l'Europe et des Etats-Unis sera alors déterminante pour leur développement ou leur extinction.

4. L'Albanie

4.1. L'islam albanais

L'Albanie est le seul pays de la péninsule balkanique à compter une population majoritairement musulmane. Si l'on ajoute les Albanais du Kosovo et de Macédoine, le poids des Albanais musulmans devient particulièrement important dans cet ensemble géographique dominé autrement par les orthodoxes. Cette caractéristique mérite que l'on s'attarde un peu sur ce pays.

La population musulmane sunnite constitue non seulement le groupe religieux le plus important en Albanie, mais aussi le groupe dominant au sein de la communauté musulmane. En l'absence de statistiques fiables, on peut estimer qu'ils représentent environ les trois quarts de l'ensemble des musulmans albanais, et qu'ils sont présents dans toutes les régions d'Albanie. De ce fait, ils ont le sentiment de représenter la nation albanaise dans son ensemble.

L'islam sunnite albanais se rattache au *madhhab* hanéfite, qui est celui de l'ancien Empire ottoman. Cela donne aux Albanais le sentiment de pratiquer un islam distinct de celui du Moyen-Orient, et à ce titre ils se considèrent plus ouverts et plus tolérants que les autres musulmans.

A côté de cette majorité sunnite, vit une minorité membre de confréries mystiques musulmanes. Ils se répartissent entre un grand nombre *bektachis*, et des petites communautés de *halveti*, *kadiri*, *sa'di*, *rifa'i*, *gülseni*, *ticani*, *hayati* et *celveti*. Ces confréries mystiques musulmanes sont considérées comme faisant partie de la famille « *alevian* ». Les *bektachis* constitueraient, pour leur part, environ 20% des musulmans albanais.

4.2. La réislamisation de l'Albanie

Au sortir du communisme, pour se reconstituer, les institutions religieuses sunnites ont dû affronter l'absence d'infrastructure (1700 mosquées avaient été détruites) et de personnels religieux éliminés ou mort de vieillesse. La communauté islamique se trouve alors partagée

entre un « islam de façade » et un « islam souterrain »⁵. Le premier reprend les caractéristiques de tolérance et laxisme doctrinal de l'islam traditionnel albanais. En revanche le second est pénétré des formes religieuses dures venues d'Égypte ou des pays du Golfe.

De leur côté les communautés *alévian*, par leurs petites tailles, sont encore plus vulnérables que les sunnites aux influences étrangères. Des contacts existent avec certains pays arabes, mais l'essentiel de l'aide matérielle et politique provient de l'ambassade d'Iran. Ce pays joue un rôle actif auprès du Conseil national *alevian*. Sa politique vise à regrouper les communautés pour les orienter dans une direction plus conforme à sa conception de l'orthodoxie chiite duodécimaire, et en faire des relais de son influence dans les Balkans.

Les Musulmans albanais sont donc exposés à l'influence des traditions religieuses de divers pays, plus rigoristes et plus ritualistes. Le nombre d'étudiants envoyés à l'étranger, le poids des pays musulmans dans les institutions religieuses islamiques, la prise en charge financière des cadres et des enseignants peuvent laisser craindre une perte de contrôle de la situation par les oulémas albanais, très complaisants. Les *bektachis* et les *halvetis* semblent plus en position de faiblesse que les sunnites. Cependant, il y a une forte résistance des Albanais aux pressions pour inciter à rejoindre le camp des musulmans orthodoxes. La majorité de la population perçoit les valeurs religieuses venues du Moyen-Orient comme étrangères à sa propre culture, et leur oppose un islam albanais qu'elle considère comme plus libéral et tolérant. Elle a par ailleurs de forts préjugés à l'égard des Arabes.

Néanmoins, les courants islamistes ont réussi à créer des noyaux actifs au sein de la population musulmane albanaise, les jeunes restant la principale cible de cette réislamisation dure. Les signes de celle-ci sont évidents, et il n'est plus rare de croiser à Tirana comme en province des femmes portant foulard et tenue islamique ou des jeunes hommes portant la barbe.

4.3. Conclusion sur l'Albanie

Pour conclure sur l'Albanie, il convient en premier lieu de noter que ce pays n'est pas et ne peut pas être un pays musulman. Le multi-confessionnalisme fait partie intégrante de l'identité

⁵ Laksham-Lepain, Rajwantee, *Albanie : les enjeux de la réislamisations*, in BOUGAREL Xavier et CLAYER Nathalie (dir.), *Le Nouvel Islam balkanique : Les musulmans, acteurs de post-communisme 1999-2000*, Paris ; Edition Maisonneuve & Larose, 2001, p 145

nationale albanaise. Tout Albanais est fier d'expliquer que dans son pays coexistent trois religions. Cela va bien au-delà d'une simple tolérance, et on peut parler d'une certaine forme de symbiose dans laquelle l'islam a besoin du christianisme pour exister et réciproquement. D'autre part, il faut comprendre que l'identité religieuse se place comme étant une sous-catégorie de l'identité nationale.

Sans prise en compte de ces réalités, il est impossible de comprendre les clivages de la vie politique albanaise. Après l'instrumentalisation progressive de l'islam pendant la présidence de Sali Berisha, fondateur du Parti démocratique, on assiste depuis 1997 à un retour à la laïcité prônée par le Parti socialiste (ex-communiste). La redéfinition de l'islam albanaise est donc avant tout un enjeu diplomatique, car de nombreux pays musulmans participent à la réislamisation du pays et cherchent à y acclimater leurs propres pratiques religieuses. Cependant, pour le moment en dehors de ses formes strictement nationales, l'islam n'exerce qu'un charme limité sur des populations qui placent tous leurs espoirs dans l'Union européenne dont elles attendent non seulement une aide financière massive, mais aussi une prise en charge plus large qui ressemble de plus en plus à un protectorat. Mais, si ces espoirs venaient à être déçus, il n'est pas exclu que les mouvements islamiques pilotés de l'extérieur du pays soient amenés à jouer un rôle beaucoup plus important.

5. La Bulgarie

5.1. Caractéristiques de la communauté musulmane de Bulgarie

D'après le recensement bulgare de 1992, la communauté musulmane de Bulgarie compterait 1 078 000 d'âmes sur un total de 8 473 000 habitants, soit 12,7% de la population totale du pays. Elle se compose de quatre groupes qui sont, sur le plan ethnique, très différents les uns des autres.

Le premier groupe est celui des Bulgares islamisés (143 000 personnes, mais certains auteurs citant le même recensement donnent le chiffre de 220 000, voire de 268 000), que l'on appelle Pomaci (singulier Pomak). Ils parlent le bulgare, ne connaissent pas la langue turque, et vivent surtout dans les montagnes des Rhodopes et dans la région de Razlog. Illettrés pour la plupart jusqu'à une période relativement récente, ils n'ont pratiquement jamais eu d'intelligentsia locale. Leur assimilation a été très fortement recherchée par les autorités bulgares depuis l'indépendance du pays, puis forcée à outrance par le pouvoir communiste au cours des

dernières décennies. En conséquence leur religiosité aurait dû subir, depuis 1878, date de la création de la Bulgarie, et surtout depuis 1945, l'atteinte du temps. Cependant, selon les dernières statistiques bulgares, seulement 15% des Pomaks seraient des non-croyants.

Le groupe le plus important, et de loin, est celui des Turcs. Leur nombre a beaucoup varié depuis 1878, et il est évidemment susceptible de varier encore, suivant les fluctuations politiques qui restent imprévisibles. Ils sont actuellement 813 000 (mais certains auteurs font état de seulement 500 000 Turcs), disséminés dans diverses régions de la Bulgarie (Deliorman, Dobroudja, le long du Danube, Rhodope oriental). Il est difficile d'estimer précisément combien d'entre eux sont réellement des musulmans pratiquants. Selon les statistiques bulgares, seulement 13% des Turcs seraient non-croyants.

On compte également en Bulgarie quelques milliers (ou quelques dizaines de milliers, d'après certains auteurs) de Tatars, dont au moins une partie (non quantifiable) est composée de musulmans pratiquants. Ils parlent le tatar et habitent principalement la région de la Dobroudja, mais on en trouve aussi quelques îlots disséminés ailleurs à travers le pays. Il y a lieu enfin de signaler l'existence de 113 000 musulmans gitans (300 000 selon certaines sources), qui sont généralement, de faible religiosité.

5.2. La situation politico-religieuse des musulmans de Bulgarie

La situation religieuse de la communauté musulmane bulgare était, jusqu'à la chute du pouvoir communiste, très mauvaise. L'exercice de la religion était pourtant officiellement libre, mais l'État bulgare menait depuis 1945 une politique de laïcisation et de bulgarisation très soutenue. Il entravait par tous les moyens la liberté religieuse, aussi bien des chrétiens que des musulmans. En ce qui concerne la communauté musulmane plus particulièrement, cela s'est traduit dans les faits par l'inféodation des hauts dirigeants religieux, la suppression des fêtes religieuses, l'inexistence de la presse musulmane, l'impossibilité pour les musulmans de Bulgarie de prendre part au pèlerinage à La Mecque, ni d'établir des contacts avec les communautés musulmanes extérieures, la prolifération des clubs "d'athéisme scientifique" pour intensifier "le travail sur le terrain", etc. La campagne de bulgarisation des noms turcs, notamment à partir de la fin 1984, a provoqué en 1989 l'exode massif vers la Turquie d'environ 350 000 musulmans.

Depuis l'écroulement "à retardement" du régime communiste local, on a assisté à un retour massif au pays d'une grande partie (on parle tantôt d'un tiers, tantôt de deux tiers, mais il est

impossible d'avoir des chiffres exacts) des musulmans turcs et pomaks qui avaient émigré en 1989. Cette population, aigrie et à bout de nerfs, se serait livrée à son retour, paraît-il, dans certaines régions au moins, à des actes de brutalité sur des populations bulgares chrétiennes. Celles-ci, à leur tour, s'estimant être menacées et "lâchées" par les autorités bulgares se sont alors organisées, prêtes à se défendre, en une "République de Razgrad", d'après le nom d'une localité située dans le Nord-Est du pays. Cette "République" a eu en effet, pendant quelques temps, une existence plus ou moins effective...

Par la suite, la situation a évolué de façon assez favorable pour les musulmans de Bulgarie, d'une part du fait que dans la conjoncture politique actuelle aucun des deux principaux partis du pays (Parti démocrate et Parti socialiste, c'est-à-dire ex-communiste) ne peut compter gagner les élections sans faire une alliance avec le "parti des Turcs", et d'autre part du fait de la normalisation de la vie religieuse des musulmans. Celle-ci s'est traduit notamment par la totale liberté de culte, la célébration des fêtes religieuses et la diffusion libre de la littérature et des journaux musulmans.

Quant au "parti des Turcs", il s'agit en réalité de deux mouvements bien distincts. Le premier est le "Mouvement pour les droits et les libertés" (les partis politiques à base ethnique ou religieuse sont officiellement interdits), dirigé par Ahmet Dogan, qui est un parti politique non-religieux, liés aux milieux officiels de Turquie. Ce parti est en opposition avec le groupe des musulmans religieux. Ce dernier est dirigé par le grand müfti. Mais suite à des luttes internes, il y a actuellement deux grands müftis en Bulgarie. Ce parti religieux entretient, à son tour, des relations étroites avec des organisations religieuses musulmanes, et avant tout avec celles de Turquie, d'Arabie Saoudite, du Koweït, des Émirats du Golfe et du Pakistan.

On assiste donc chez les musulmans de Bulgarie à l'émergence non seulement d'une mobilisation religieuse, mais aussi d'une mobilisation ethnique. Ainsi, on voit les Turcs et les Pomaks garder leurs distances vis-à-vis de la majorité bulgare et se replier sur eux-mêmes. Cela dit, alors que les Turcs manifestent maintenant de plus en plus ostensiblement leur conscience nationale turque et leur attachement à la Turquie d'hier et d'aujourd'hui, les Pomaks, en revanche, ont un problème de définition identitaire, car ils sont tiraillés entre les Bulgares dont ils partagent la langue et les Turcs dont ils partagent la religion.

5.3. Les relations interethniques au sein de la communauté musulmane de Bulgarie

Quant aux relations interethniques au sein de la communauté musulmane de Bulgarie, il y aurait eu au cours de ces dernières années deux tendances contradictoires. La première est la continuation d'une tendance déjà ancienne, qui consiste en l'assimilation par le groupe numériquement le plus important (donc celui des Turcs) de groupes plus petits, en l'occurrence ceux des Tatars et des Pomaks, dont certains membres se disent déjà Turcs. La seconde tendance est l'accentuation des clivages ethniques entre les divers groupes musulmans. Les Tatars cherchent à marquer leur identité propre en demandant la réouverture des écoles primaires en tatar et la possibilité de disposer d'un journal dans cette langue. Les Pomaks grandement aidés dans ce sens par les missionnaires venant d'Arabie Saoudite, de la Libye et du Pakistan se réclament de plus en plus souvent être des descendants de populations arabes ou autres. Celles-ci seraient arrivées en Bulgarie, pays dont elles auraient adopté la langue et les mœurs, avant la conquête ottomane, et n'auraient de ce fait aucun lien avec les Turcs et les Tatars. On enregistre cependant des cas de Pomaks qui font preuve d'un attachement profond aux racines ethniques bulgares, allant parfois jusqu'à la conversion au christianisme. On remarquera que dans tout cela, il n'est nullement question des musulmans gitans, qui se trouvant tout en bas de l'échelle sociale, sont souvent méprisés et généralement considérés comme "inassimilables".

5.4. Conclusion sur la Bulgarie

Il est un fait que, motivée par un désir de « retour en Europe » et aidée par la clairvoyance d'une partie de son élite politique, la jeune démocratie bulgare a réussi à mener à bien la réhabilitation de ses minorités musulmanes, après la chute de Todor Jivkov.

Cependant, la Bulgarie n'est pas pour autant définitivement à l'abri d'une « contagion » régionale. Si Sofia est restée à l'écart des débordements des guerres en ex-Yougoslavie, il ne faut pas exclure que ces crises puissent un jour ébranler la jeune démocratie bulgare. C'est en effet tout le problème du rapport au Turc/Ottoman, de la mémoire du « joug turc » et du rapport à la Macédoine en tant que pilier de la construction nationale bulgare qui ont été ébranlés au Kosovo. Soutenant l'action de l'OTAN, les autorités bulgares se sont en effet retrouvées en porte-à-faux par rapport à leur propre opinion publique, solidaire de la Serbie.

Il serait dommage que, dix ans après avoir réussi à éviter une dérive nationaliste, la Bulgarie post-communiste ne réveille, sur l'autel du Kosovo, les spectres de son passé.

6. La Grèce

La Grèce est peuplée à plus de 96% d'orthodoxes viscéralement attachés à leur identité religieuse, quitte à affronter pour cela les foudres de l'Union Européenne. L'islam est cependant une donnée non négligeable dans la politique grecque. Par sa position géopolitique au sud-est des Balkans et ses relations difficiles avec la Turquie voisine, la Grèce ne peut ignorer sa minorité musulmane qui pourrait opposer à « l'axe vertical orthodoxe » (Serbie-Macédoine-Grèce) un « axe horizontal islamique » (de la Bosnie-Herzégovine à la Thrace).

Les musulmans de Grèce comptent actuellement 150 000 âmes environ (donc à peu près 1,2% de la population totale du pays). Ils appartiennent à trois communautés bien distinctes, qui ne sont pas unifiées en une organisation commune. Il s'agit des Turcs (et des Gitans) de Thrace occidentale (qui constituent la très large majorité de la communauté), des Pomaks bulgarophones des Rhodopes (dont la frange citadine se dissout d'ailleurs petit à petit dans les milieux turcs de Thrace occidentale qui sont beaucoup plus nombreux et infiniment mieux organisés), et enfin d'une poignée de Turcs vivant dans les îles de Rhodes et de Kos.

La caractéristique principale des musulmans de Grèce est d'être géographiquement concentrée en Thrace occidentale où ils constituent un groupe cohérent en mesure de présenter un poids politique réel. Mais cette concentration géographique et ethnique a pour conséquence principale que les musulmans de Grèce ne revendiquent pas une appartenance à un monde islamique, mais une identité nationale, la « turcité »⁶. Dans ces conditions, même si les musulmans de Grèce sont attentifs au sort des autres musulmans des Balkans on ne constate pas chez eux à ce jour une dérive islamiste.

⁶ Sur l'ensemble de ces questions, voir PREVELAKIS, Georges, *Géopolitique de la Grèce*, Edition Complexe, Bruxelles, 1997.

7 Hongrie

Contrairement à ce que l'on peut lire dans la presse arabe et musulmane en général, la communauté musulmane hongroise telle qu'elle avait existé avant 1940 n'existe plus à l'heure actuelle. Mais on assiste tout de même dans ce pays, dans le domaine "islamique", à un phénomène notable. Les spécialistes de ces questions savent qu'après la Première guerre mondiale la Hongrie a été le lieu des principales tentatives d'implantation en Europe du sud-est et du centre-est de deux "sectes" musulmanes comptant parmi les plus importantes, à savoir celle des Ahmadiyya d'Inde et celle des Bahâ'îs. Elles avaient disparu de la région au moment de l'éclatement de la Seconde guerre mondiale. Or, il semblerait qu'aussitôt après l'écroulement du régime communiste hongrois, ces deux "sectes" auraient été de retour dans le pays, d'où elles compteraient rayonner de nouveau dans cette partie du monde.

Il est évidemment encore trop tôt pour mesurer l'importance de ce phénomène et les résultats de cette entreprise dont la réalisation ne peut être envisagée qu'à long terme. Mais cela méritera à l'avenir une attention particulière.

Quant aux autres musulmans du pays, ils ne sont pas organisés en une "communauté religieuse unifiée". Il s'agit d'une part de quelques centaines (ou de quelques milliers ?) d'Arabes, Turcs, Pakistanais et autres, qui ont immigré (temporairement ?) en Hongrie, et d'autre part d'une poignée de convertis locaux dont le nombre semble être à l'heure actuelle tout à fait négligeable.

8 Roumanie

La communauté musulmane de Roumanie devrait compter actuellement environ 50 000 personnes (0,2% de la population totale), Turcs et Tatars, vivant pour l'essentiel dans la Dobroudja. On en trouve également une poignée à Bucarest et quelques autres disséminés à travers le pays. Depuis l'instauration du régime communiste, c'est-à-dire depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, cette petite communauté se trouvait dans une situation délicate : fermeture des écoles turques et tatares en 1957, fermeture, en 1967, du "séminaire musulman" de Medjidiya, seul établissement de ce genre dans le pays, préparant le renouvellement des cadres religieux, inexistence de publications religieuses musulmanes, impossibilité de prendre part au pèlerinage à la Mecque. Après 1972, la situation internationale et les difficultés économiques du pays avaient cependant fini par pousser les autorités roumaines à accorder

quelques concessions (au demeurant fort limitées) à la communauté musulmane, mais ces concessions ne visaient naturellement qu'à améliorer l'image de marque du régime auprès de certains pays arabes et musulmans.

On a peu d'informations sur les conséquences de la chute du régime des Ceausescu sur la situation actuelle de cette petite communauté. L'ancien müfti, un homme très âgé, accusé d'avoir collaboré avec l'ancien régime a été remplacé, et une nouvelle revue musulmane locale, intitulée Karadeniz ("La mer noire"), paraît depuis plusieurs années. Il y a eu aussi, avant 1992, plusieurs prises de contacts avec les autorités musulmanes des pays voisins, et notamment avec ceux de l'ex-Yougoslavie, à Skopje, Pristina et Sarajevo. De plus, quelques jeunes musulmans de Roumanie ont été envoyés au cours de l'année 1991, faire des études dans le medrese de Gazi Husrev Beg à Sarajevo, d'où ils sont revenus au moment de l'éclatement de la guerre civile. On est, en revanche, beaucoup moins informé sur les liens qui ont dû être noués aussi avec les divers organismes religieux des pays arabes, de Turquie et des autres pays musulmans.

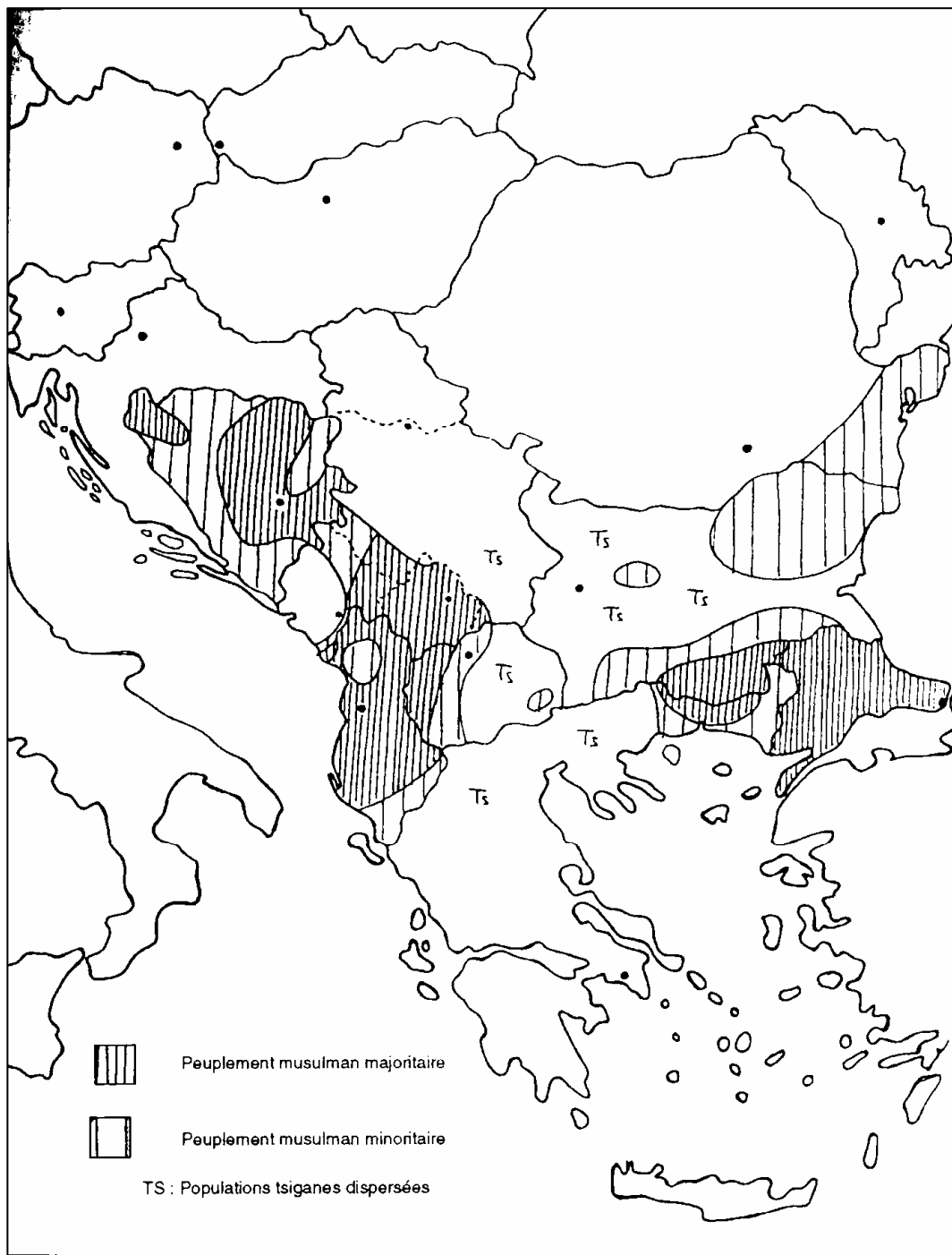
CONCLUSION

Enfin, dix ans après la disparition des régimes communistes en Europe, il apparaît dans les faits que les trajectoires des populations musulmanes des Balkans restent extrêmement diversifiées et incertaines. Toutefois, plusieurs transformations engagées au cours de la dernière décennie semblent largement irréversibles. C'est le cas, en particulier, du passage au politique des populations musulmanes balkaniques ou de la réinsertion de l'islam balkanique dans l'islam mondial.

Reste à savoir, dès lors, quel est l'avenir des mouvements islamistes dans cette région du monde. L'épuisement du Parti de l'action démocratique et de son courant panislamiste en Bosnie-Herzégovine suggère que, dans les Balkans également, nous assistons au déclin de l'islamisme et à l'apparition d'un islam « post-islamiste ». Mais l'apparition d'une nouvelle génération de mouvements islamistes, tel que l'Organisation de la jeunesse islamiste active en Bosnie-Herzégovine ou l'Organisation de la jeunesse musulmane en Albanie, vient nuancer ce constat.

La réponse à cette interrogation passera nécessairement par la place que réservera l'Union Européenne aux pays de la péninsule balkanique qui comptent dans leur population une forte proportion de musulmans.

ANNEXE 1
REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES POPULATIONS MUSULMANES DANS
LES BALKANS



Source : BOUGAREL Xavier et CLAYER Nathalie (dir.), *Le Nouvel Islam balkanique : Les musulmans, acteurs de post-communisme 1999-2000*, Paris ; Edition Maisonneuve & Larose, 2001

ANNEXE 2 :

HISTOIRE DE LA BOSNIE

La Bosnie-Herzégovine et ses frontières du X^{ème} siècle à nos jours

La Bosnie en tant qu'Etat médiéval des Slaves de Sud existe depuis le X^{ème} siècle alternativement sous la domination de la Hongrie et de Byzance. Elle acquiert sa pleine indépendance au XII^{ème} siècle où elle s'étend sur de nouveaux territoires. La Bosnie atteint l'apogée de son pouvoir et de son étendue territoriale au XIV^{ème} siècle avec Tvrtko Ier. A cette époque, ses frontières étaient à l'Est le fleuve Drina, au nord le fleuve Sava et à l'Ouest la mer Adriatique. La Bosnie médiévale avait aussi sa spécificité : une église indépendante avec des particularités religieuses prononcées.

Après les siècles de conquêtes ottomanes en Bosnie, la Bosnie du XV^{ème} siècle est tombée sous le joug turc. La noblesse bosniaque et une grande partie de la population se sont converties à l'islam. Restée sous le pouvoir turc pendant quatre siècles, elle avait, au sein de l'Empire ottoman, un statut particulier. Le pachalik bosniaque exigeait toujours davantage d'autonomie jusqu'au soulèvement qui s'est produit au XIX^{ème} siècle contre l'armée ottomane. A cette époque, les Serbes ont fomenté plusieurs révoltes contre le pouvoir ottoman en Bosnie avec des revendications ethniques et sociales. Les frontières actuelles de la Bosnie-Herzégovine remontent à cette période et sont le résultat des guerres, des victoires et des défaites entre les Turcs et les pays catholiques de l'Occident. Les frontières de l'Ouest et du Sud ont été établies au XVII^{ème} siècle. L'actuelle frontière du Nord de la Bosnie prend forme au XVIII^{ème} siècle et celle de l'Est au XIX^{ème}.

Lors du congrès de Berlin en 1878, l'Autriche-Hongrie s'est vue attribuer le protectorat sur la Bosnie-Herzégovine dans les frontières déjà définies, celles que l'on connaît aujourd'hui. Ainsi se trouva-t-elle intégrée dans un empire multinational qui depuis le XVI^{ème} siècle avait été le bastion avancé de la chrétienté latine et le fer de lance de la lutte contre les Ottomans.

Après plusieurs siècles de civilisation islamique, la société bosniaque a vite rejoint les courants de civilisation européenne en renforçant son caractère multiculturel.

Après l'époque de la première Yougoslavie où les frontières intérieures ont été dessinées sans tenir compte des réalités historiques et ethniques, la Bosnie a été reconstituée en 1943 quand

les représentants des forces de libération ont décidé d'en faire une des unités constitutives de la nouvelle Yougoslavie.

La Bosnie a donc gardé sa continuité nationale et ses frontières sont historiquement les plus anciennes établies dans l'espace de l'ex-Yougoslavie. C'est le pays des trois ethnies parlant la même langue. Les ressemblances culturelles sont plus frappantes entre les Serbes de Bosnie et les Musulmans de Bosnie qu'entre les Serbes de Bosnie et ceux de Serbie.

Evolution démographique en Bosnie-Herzégovine de 1878 à 1991

Un dénombrement de la population effectué dès 1879 par la nouvelle administration donna le chiffre de 1 158 092 habitants pour l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine. Sur le plan purement ethnique, l'immense majorité de la population était slave et parlait le serbo-croate. Mais sur le plan religieux, il y avait 38,7% de musulmans et 18,1% de catholiques romains croates face à une majorité relative de Serbes orthodoxes (42,9%). Sarajevo, la capitale du territoire n'était alors qu'une petite ville avec 21 377 habitants dont 68,9% de musulmans. Dans les autres villes de Bosnie-Herzégovine, les musulmans étaient majoritaires à Banja Luka (67,7%), à Zenia (81,8%), à Mostar (59,2%) et à Gorzde (82,2%). Dans les régions rurales les Serbes étaient plus souvent majoritaires.

Le tableau ci-dessous donne l'évolution de la population de Bosnie-Herzégovine de 1879 à 1991.⁷

Année	Population totale	% Musulmans	% Serbes	% Croates
1879	1 158 440	38.7	42.9	18.1
1910	1 898 044	32.2	43.5	22.9
1921	1 890 440	31.1	43.9	23.5
1931	2 323 555	30.3	44.2	23.6
1948	2 565 277	30.7/34.5	44.3/41.6	23.9/22.8
1961	3 277 948	25.7/33.8	42.9	21.7
1981	4 124 008	39.5	32.0	18.4
1991	4 354 911	43.7	31.3	17.3

Mariages mixte

Au début des années 1990 un tiers des mariages en Bosnie étaient des mariages mixtes. Mais ces derniers sont devenus la cible des nationalistes extrémistes. A Sarajevo, dans le journal

⁷ Confluence Méditerranée N°13 Hiver 1994-1995

« Ljiljan », s'est développée en 1995 une campagne très sévère contre ces mariages, dénonçant brutalement les adultes et les enfants des mariages mixtes.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- BOUGAREL Xavier et CLAYER Nathalie (dir.), *Le Nouvel Islam balkanique : Les musulmans, acteurs de post-communisme 1999-2000*, Paris ; Edition Maisonneuve & Larose, 2001.
- COT Jean Général, *Demain la Bosnie*, Paris ; Edition L'Harmattan, 1998.
- CHAUPRADE Aymeric et THUAL François, *Dictionnaire de géopolitique*, Ellipses, Paris, 1998.
- DERENS Jean-Arnault, *Balkans: la crise*, Folio Actuel, Paris, 2000
- DUBI Georges, *Atlas historique : histoire du monde en 317 cartes*, Larousse, Paris, 1987.
- PLISSON Gabriel, *Mourir pour Sarajevo*, Paris ; Edition Infini, 1994.
- PREVELAKIS, Georges, *Géopolitique de la Grèce*, Edition Complexe, Bruxelles, 1997.
- De MONTBRIAL Thierry et JACQUET Pierre (dir.), *Ramses 2000 : L'entrée dans le XXIème siècle*, Dunod, Paris, 1999.

ARTICLES DE REVUE

- « Dossier BOSNIE », *Confluence Méditerranée* N°13, Hiver 1994-1995
- BAYARD, Jean-François, « L'énonciation du politique », *Revue de sciences politiques*, vol. XXXV, n°3 (juin 1985, p. 343-372.
- DERENS, Jean-Arnault, « Tito échec d'une modernisation », *Confluences Méditerranée* N°13, Hiver 1994-1995

ARTICLES DE PRESSE

- De La GORCE Paul –Marie, « Les risques d'extension du conflit en Bosnie », in *Le Monde Diplomatique*, janvier 1993
- ROUSSELIN Pierre, « les encombrants alliés de l'armée bosniaque », in *Le Figaro*, 10 octobre 1994
- ROUSSELIN Pierre, « la charité au nom d'Allah », in *Le Figaro* du 8 octobre 1994
- SAMARY Catherine, « Mouvante identité des Musulmans », in *Le monde diplomatique* octobre 1995

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	2
INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE : L'ISLAM BALKANIQUE DES ORIGINES A LA FIN DU COMMUNISME.....	2
1 L'ISLAM DANS LES BALKANS	2
1.1 DONNEES DEMOGRAPHIQUES	2
1.1.1 <i>La répartition géographique</i>	2
1.1.2 <i>La diversité ethnico-linguistique</i>	3
1.1.3 <i>La diversité religieuse</i>	4
1.2 DONNEES HISTORIQUES	4
1.2.1 <i>L'administration ottomane des Balkans</i>	4
1.2.2 <i>L'affaiblissement progressif de l'Empire ottoman</i>	5
1.2.3 <i>Les musulmans sous les régimes communistes</i>	6
1.2.4 <i>Les musulmans et l'État titiste</i>	7
2 BILAN DE LA SITUATION DES MUSULMANS DANS LES BALKANS A LA FIN DE L'ERE COMMUNISTE	9
DEUXIEME PARTIE : VERS UN NOUVEL ISLAM BALKANIQUE A L'ERE POST-COMMUNISTE	10
1. LE « PASSAGE AU POLITIQUE » DES POPULATIONS MUSULMANES BALKANIQUES.....	10
2. QUEL USAGE POLITIQUE DE L'ISLAM DANS LES BALKANS POST-COMMUNISTES ?	11
3. LA RESURGENCE DES INSTITUTIONS RELIGIEUSES ISLAMIQUES	12
TROISIEME PARTIE : ETUDE DE L'ISLAM BALKANIQUE PAYS PAR PAYS	14
1. LA BOSNIE-HERZEGOVINE	14
1.1. EN GUISE D'INTRODUCTION	14
1.2. L'ISLAM EN BOSNIE	14
1.3. LE PANISLAMISME EN BOSNIE.....	15
1.4. LES COMBATTANTS ISLAMIQUES EN BOSNIE.....	16
1.5. LES ORGANISATIONS HUMANITAIRES MUSULMANES EN BOSNIE.....	18
1.6. CONCLUSION SUR LA BOSNIE-HERZEGOVINE	19
2. LA MACEDOINE	20
2.1. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE MUSULMANE DE MACEDOINE.....	20
2.2. L'IMBRICATION POLITICO-RELIGIEUSE DANS LA COMMUNAUTE ISLAMIQUE DE MACEDOINE.....	20
3. LE KOSOVO	21
3.1. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE MUSULMANE DU KOSOVO	21
3.2. IMPORTANCE DE L'ISLAM DANS LA CULTURE COLLECTIVE AU KOSOVO	22
3.3. L'INFLUENCE DU MONDE MUSULMAN SUR L'ISLAM DU KOSOVO.....	22
3.4. CONCLUSION SUR LE KOSOVO.....	23
4. L'ALBANIE.....	24
4.1. L'ISLAM ALBANAIS.....	24
4.2. LA REISLAMISATION DE L'ALBANIE	24
4.3. CONCLUSION SUR L'ALBANIE.....	25
5. LA BULGARIE	26
5.1. CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNAUTE MUSULMANE DE BULGARIE	26
5.2. LA SITUATION POLITICO-RELIGIEUSE DES MUSULMANS DE BULGARIE	27
5.3. LES RELATIONS INTERETHNIQUES AU SEIN DE LA COMMUNAUTE MUSULMANE DE BULGARIE.....	29
5.4. CONCLUSION SUR LA BULGARIE.....	29
6. LA GRECE	30
7 HONGRIE.....	31

8 ROUMANIE	31
CONCLUSION.....	33
ANNEXE 1 REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES POPULATIONS MUSULMANES DANS LES BALKANS	34
ANNEXE 2 : HISTOIRE DE LA BOSNIE.....	35
<i>Evolution démographique en Bosnie-Herzégovine de 1878 à 1991</i>	<i>36</i>
<i>Mariages mixte</i>	<i>36</i>
BIBLIOGRAPHIE.....	38